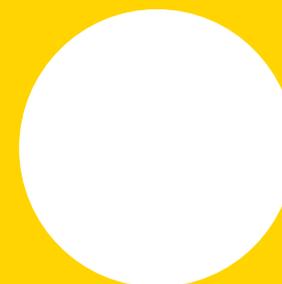


PME

60^e ENQUÊTE DE CONJONCTURE JANVIER 2015



27-31, avenue du Général Leclerc
94710 Maisons-Alfort Cedex
Tél. : 01 41 79 80 00

bpifrance-lelab.fr

01.

**VERS UNE REPRISE...
MALGRÉ TOUT ?**



- 4

**SOLDE D'OPINION SUR L'ÉVOLUTION
DE L'ACTIVITÉ 2014 DES PME EN NOVEMBRE,
EN BAISSÉ DE 8 POINTS PAR RAPPORT À MAI**



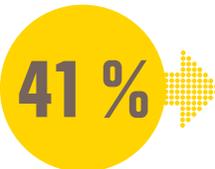
+13

**SOLDE D'OPINION SUR L'ÉVOLUTION
DE L'ACTIVITÉ 2014 DES PME FORTEMENT
EXPORTATRICES EN NOVEMBRE,
EN HAUSSE DE 12 POINTS
PAR RAPPORT À NOVEMBRE 2013**



- 30

**SOLDE D'OPINION SUR LA SITUATION
DE TRÉSORERIE À FIN 2014,
EN LÉGÈRE HAUSSE PAR RAPPORT
À 2013 (+ 4 POINTS) MAIS TOUJOURS
SUR LE POINT BAS DE FIN 2009**



41 %

**LA PART DES PME ANTICIPANT
D'INVESTIR EN 2015,
STABLE PAR RAPPORT À L'ANNÉE PASSÉE**

Les PME interrogées en novembre dernier ont révisé à la baisse leur jugement sur l'évolution de leur activité 2014 par rapport à mai.

Pour autant, l'exercice 2014 se révèle meilleur que 2013, en particulier chez les PME innovantes et exportatrices. De même dans le tourisme, l'industrie et les transports. Seule la construction fait figure d'exception, et voit sa situation se détériorer un peu plus.

Le sentiment général reste cependant très dégradé. En particulier, la situation de trésorerie est jugée toujours très délicate.

En conséquence, la légère amélioration des perspectives d'activité pour 2015 est encore trop modeste et insuffisante pour débloquer les anticipations d'investissement, qui restent sur un point bas.

NOUVEAU

**DONNÉES
À DISPOSITION**

Retrouvez les synthèses sectorielles et régionales ainsi que les principales séries de données sur le site www.bpifrance-lelab.fr

Un deuxième semestre qui a déçu les attentes

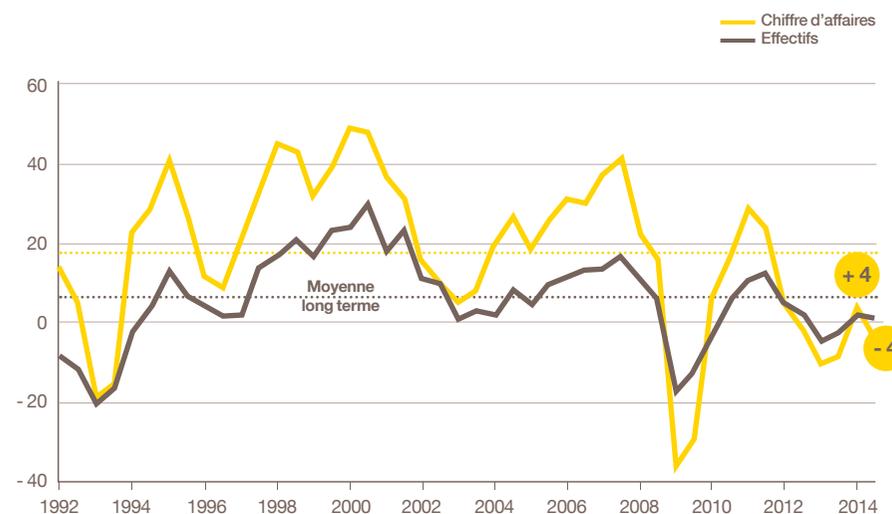
Les attentes pour l'activité en 2014 révisées à la baisse entre mai et novembre

L'amélioration entrevue pour l'année 2014 au mois de mai dernier par les dirigeants de PME se révèle, lors de l'interrogation de novembre, finalement moins bonne que prévue.

Le solde d'opinion (voir définition en méthodologie) sur l'évolution du chiffre d'affaires pour l'année en cours est révisé à -4, contre +4 en mai 2014 (graphique 1). La baisse des perspectives 2014 a été la plus forte dans le secteur du commerce, où le solde d'opinion a été révisé de 14 points entre mai et novembre.

Cet ajustement des anticipations provient d'une dégradation de la demande adressée aux PME au deuxième semestre. Les carnets de commande dans l'industrie se sont ainsi repliés au deuxième semestre, restant au même niveau que celui de fin 2013 (solde d'opinion à -24).

• GRAPHIQUE 1 : ÉVOLUTION DE L'ACTIVITÉ ET DES EFFECTIFS POUR L'ANNÉE EN COURS
SOLDE D'OPINION EN %



Note de lecture : le solde d'opinion sur l'évolution de l'activité pour l'année en cours est passé de +4 à -4 entre les interrogations de mai 2014 et de novembre 2014.

Source : **Bpifrance Le Lab.**

Des effectifs moins impactés

En parallèle, l'évolution des effectifs a globalement ralenti par rapport au premier semestre 2014. Mais tous les secteurs ne sont pas concernés contrairement à l'effritement de l'évolution de l'activité qui, lui, est plus général. En effet, dans les secteurs du commerce, du tourisme et des services, l'indicateur relatif aux effectifs s'est redressé au second semestre (graphique 2).

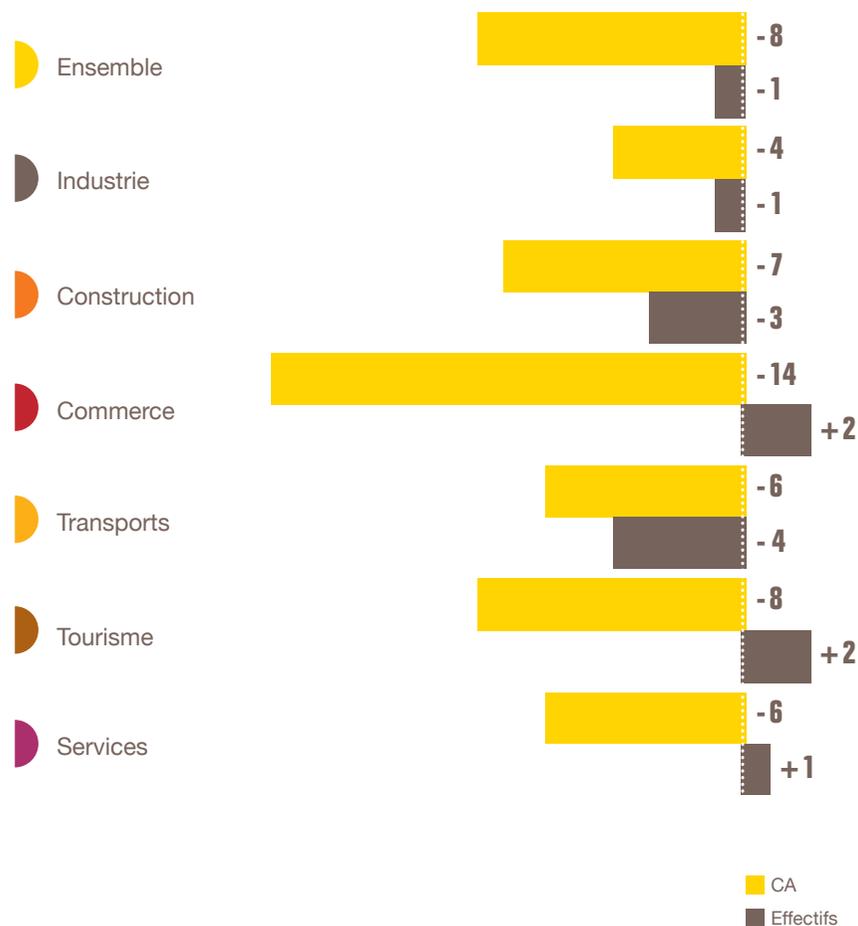
Comment expliquer ce décalage par rapport à l'activité ? Deux explications sont envisageables sans qu'il soit possible de les départager.

D'une part, compte tenu de l'optimisme plus important affiché au premier semestre, les embauches ont pu être réalisées rapidement, malgré les mauvaises surprises sur l'activité enregistrées en fin d'année.

D'autre part, les effectifs ont malgré tout pu être soutenus par la montée en puissance des mesures fiscales en faveur de la baisse du coût du travail. Selon une récente estimation, les entreprises ont récupéré plus de 5 Md€ de CICE en 2014⁽¹⁾ au titre de leur masse salariale 2013 (les PME représentant plus de 40 % de l'assiette), un appui bienvenu notamment pour les secteurs les plus intensifs en main-d'œuvre (commerce, tourisme).



• **GRAPHIQUE 2 : RÉVISION DES INDICATEURS D'ÉVOLUTION DE L'ACTIVITÉ ET DES EFFECTIFS POUR L'ANNÉE EN COURS, NOVEMBRE 2014 / MAI 2014**
VARIATION SOLDE D'OPINION EN %



Note de lecture : le solde d'opinion sur l'évolution de l'activité pour l'année en cours a reculé dans l'industrie de 4 points entre mai 2014 et novembre 2014.

Source : **Bpifrance Le Lab.**

⁽¹⁾ Données partielles à septembre, créance effectivement perçue en 2014, hors mécanisme de report sur les exercices suivants (source : Rapport 2014 du Comité du suivi du CICE).

Une année 2014 jugée cependant meilleure que 2013

Une meilleure année 2014 pour les PME innovantes, les exportatrices

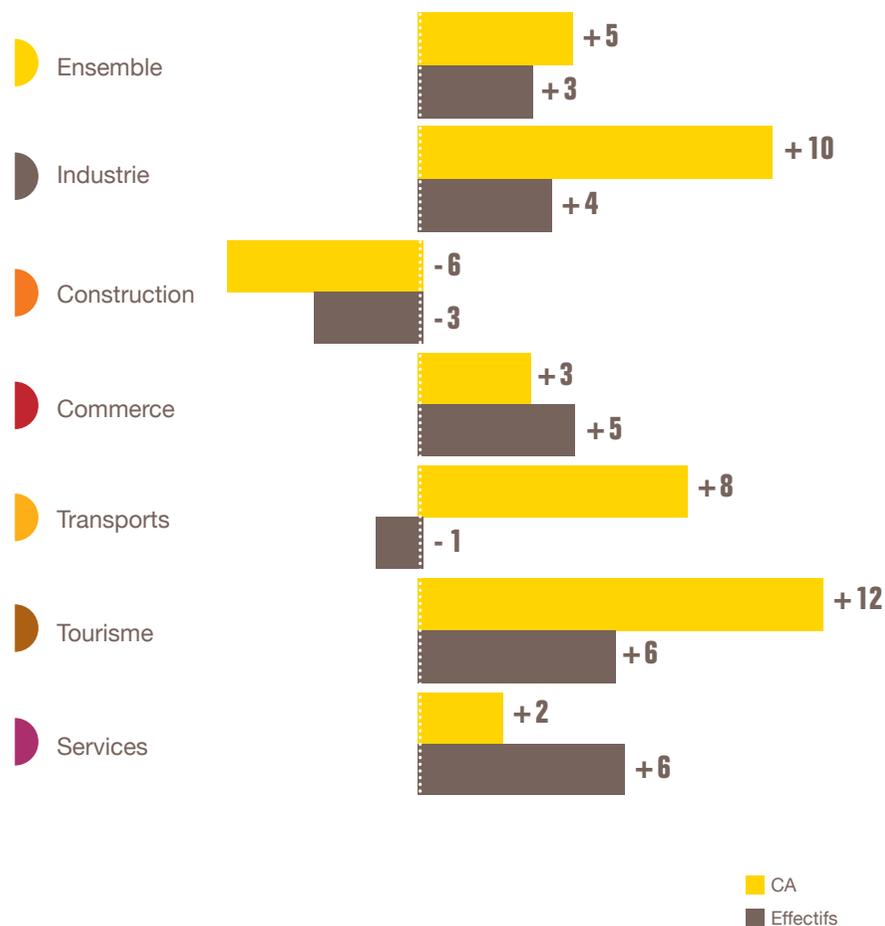
Malgré cette révision à la baisse en novembre des prévisions d'activité sur l'ensemble de l'année, l'indicateur d'évolution du chiffre d'affaires se révèle meilleur en 2014 qu'en 2013. En particulier, les PME exportatrices, dont l'activité avait stagné en 2013, déclarent une progression du chiffre d'affaires en 2014, surtout celles qui réalisent plus du quart de leur activité à l'international (révision à la hausse de 12 points du solde d'opinion sur l'activité). Même constat pour les PME innovantes (+6 points par rapport à fin 2013).

Rattrapage dans le tourisme, amélioration dans l'industrie et les transports

Par secteur, les redressements les plus perceptibles concernent les secteurs de l'industrie (révision à la hausse de 10 points du solde d'opinion sur l'activité), du tourisme (+12 points par rapport à novembre 2013) et des transports (+8 points). Au niveau des effectifs, le commerce, le tourisme et les services sont les secteurs où l'indicateur en 2014 s'est le plus fortement redressé et où semble-t-il les mauvaises surprises sur l'activité au second semestre ont peu pesé sur leur trajectoire annuelle (graphique 3).

Selon les dirigeants de PME interrogés en novembre, l'année 2014 s'avère donc globalement moins mauvaise que 2013. Il faut cependant distinguer ce qui relève d'un effet « rattrapage », par rapport à une situation extrêmement dégradée l'année passée (tourisme) de ce qui relève d'une santé, certes fragilisée, mais qui se rapproche progressivement de la situation d'avant-crise (transports, industrie ; cf. encadré 1).

• GRAPHIQUE 3 : JUGEMENT MOYEN SUR L'ÉVOLUTION ANNUELLE DE L'ACTIVITÉ ET DES EFFECTIFS, ÉVOLUTION 2014 / 2013
VARIATION SOLDE D'OPINION EN %



Note de lecture : le solde d'opinion sur l'évolution de l'activité pour l'année en cours a progressé dans l'industrie de 10 points entre novembre 2013 et novembre 2014.

Source : Bpifrance Le Lab.

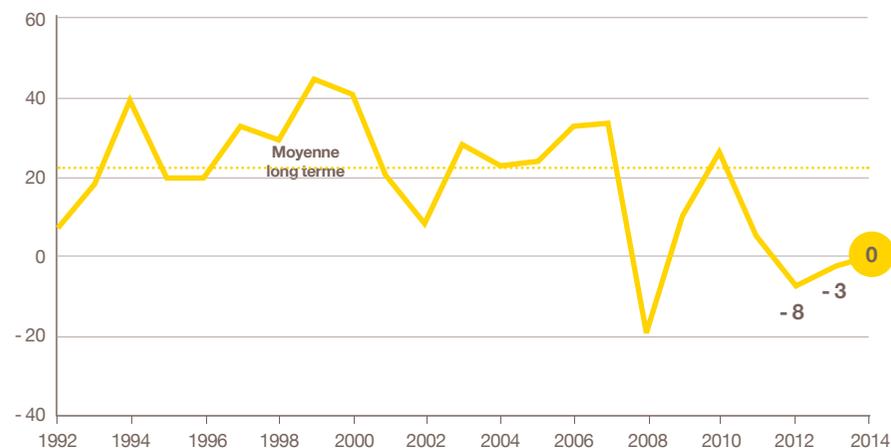
Les anticipations pour 2015 se redressent légèrement...

Dans le sillage d'une année 2014 meilleure que 2013, les PME anticipent une nouvelle mais modeste amélioration pour l'année 2015. La révision à la baisse au deuxième semestre du sentiment moyen sur l'activité en 2014 n'a ainsi pas entamé les anticipations d'un redressement pour 2015. L'indicateur d'évolution d'activité pour l'année suivante se redresse ainsi à 0 contre -3 en novembre 2013 et -8 en novembre 2012 (graphique 4).

Les PME exportatrices, les PME des services et les TPE plus confiantes pour 2015

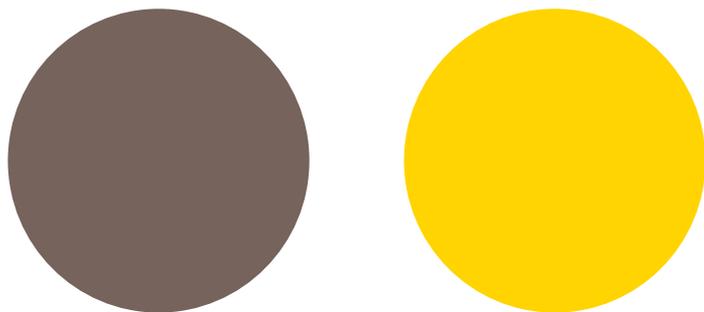
L'amélioration est nette chez les PME fortement exportatrices (hausse de 6 points de l'indicateur prévisionnel par rapport à fin 2013). Les PME des services sont également un peu plus confiantes que fin 2013 (redressement de l'indicateur de +5 points). De même pour les PME de moins de 10 salariés (TPE, +5 points). Les PME de la construction restent quant à elles toujours fortement pessimistes (cf. encadré 2).

• GRAPHIQUE 4 : ANTICIPATION D'ÉVOLUTION DE L'ACTIVITÉ POUR L'ANNÉE SUIVANTE SOLDE D'OPINION EN %



Note de lecture : le solde d'opinion sur l'évolution de l'activité pour l'année suivante a progressé pour s'inscrire à 0 en novembre 2014 contre -3 en novembre 2013.

Source : Bpifrance Le Lab.



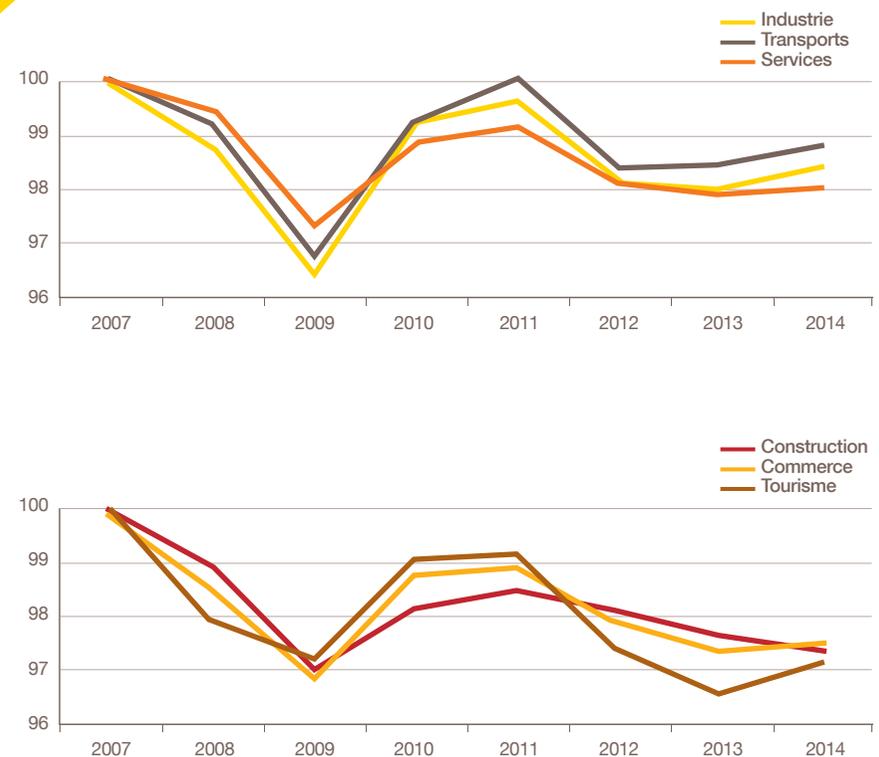
Évolution de l'activité : où en sont les PME par rapport à la situation avant la crise ?

Le jugement des dirigeants de PME sur l'évolution de leur activité s'est considérablement détérioré depuis l'éclatement de la crise en 2008. Au-delà des récentes évolutions de l'année 2014, où se situe l'opinion des chefs d'entreprises sur leur rythme de croissance par rapport à 2007 ?

L'analyse de l'évolution des soldes d'opinion sur ces 6 dernières années montrent que, et ce n'est pas une surprise, quels que soient la taille, le secteur, la propension à exporter ou à innover, les PME n'ont globalement pas retrouvé le rythme de croissance d'avant la crise.

Pour autant, certaines PME sont, à fin 2014, plus ou moins proches de ce niveau. En 2014, les PME des secteurs des transports et de l'industrie sont celles dont le rythme moyen de progression est le plus proche du niveau d'avant crise. À l'inverse, le tourisme et la construction apparaissent en queue de classement mais avec des dynamiques récentes différentes (rebond de l'opinion sur l'évolution de l'activité dans le tourisme en 2014). Les grandes PME (plus de 100 salariés) et les PME exportatrices sont également celles qui paraissent le plus « en avance » dans la timide reprise qui semble s'amorcer depuis fin 2013.

• JUGEMENT MOYEN SUR L'ÉVOLUTION DE L'ACTIVITÉ EN 2014 ÉCART PAR RAPPORT À NOVEMBRE 2007 VARIATION SOLDE D'OPINION, BASE 100 = 2007, RÉDUITE⁽¹⁾



Note de lecture : la dégradation depuis 2007 du solde d'opinion sur l'évolution de l'activité pour l'année en cours a été la moins forte pour les PME des transports et la plus forte pour les PME du tourisme.

Source : **Bpifrance Le Lab.**

⁽¹⁾ Corrigée de la variance des séries.

Un secteur en forte difficulté, la construction

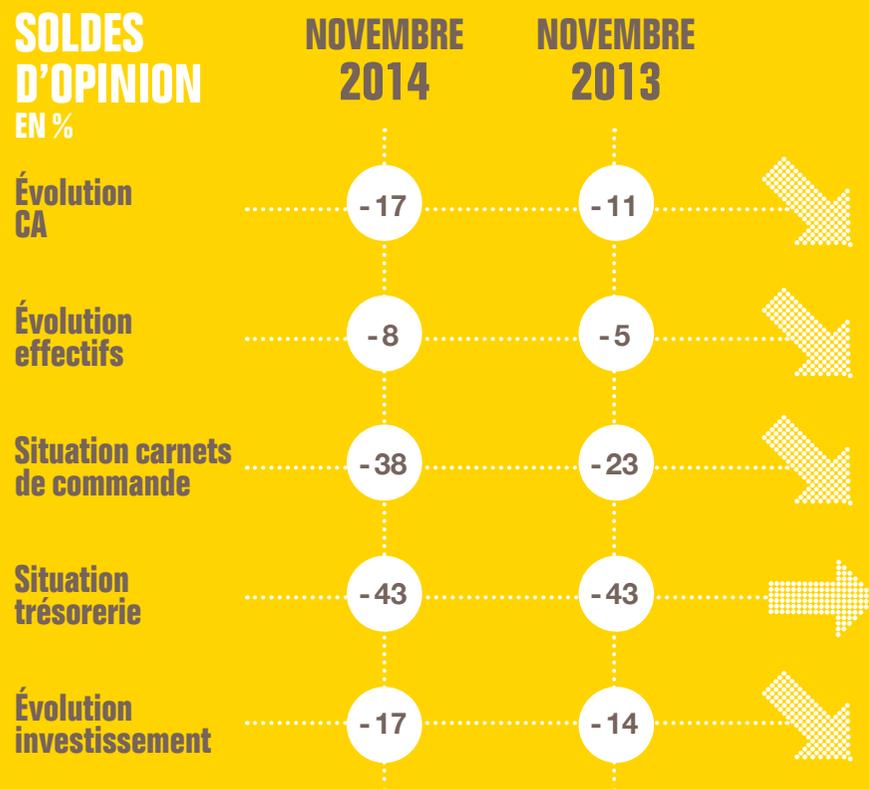
La timide amélioration de l'activité et des effectifs observée en 2014 laisse tout de même un secteur en dehors de l'analyse, celui de la construction (bâtiment et travaux publics).

Celui-ci subit, en effet, un double choc : d'une part une baisse de l'investissement immobilier des ménages, en repli depuis près de 3 ans selon les comptes nationaux de l'INSEE ; et d'autre part, une baisse de l'investissement public et plus particulièrement des collectivités territoriales (baisse cyclique post-électorale).

Le secteur de la construction est ainsi le seul secteur dans l'enquête à enregistrer une détérioration de son activité en 2014 par rapport à 2013, se traduisant par une baisse des effectifs, des carnets de commande au plus bas et une situation financière qui continue de se dégrader. En effet, les carnets de commande sont jugés à un niveau historiquement faible, plus bas que celui atteint en 2009.

Cette dégradation pèse sur les perspectives pour le début de l'année 2015 et laisse les PME de la construction en dehors du mouvement de redressement entrevu dans les autres secteurs.

• PME DE LA CONSTRUCTION, ÉVOLUTION DES INDICATEURS ENTRE FIN 2013 ET FIN 2014



Source : Bpifrance Le Lab.

Un redressement suffisant pour s'attendre à une reprise de l'investissement ?

Un sursaut en 2014 dans le transport et le tourisme

L'investissement chez les PME est une décision importante et, pour les plus petites d'entre elles, une dépense qui ne se déclenche pas chaque année. L'évolution de l'investissement dans les PME doit donc s'évaluer à l'aune de deux critères : d'une part la décision ou non d'engager l'investissement au cours de l'année et, d'autre part les montants engagés. La part des PME déclarant avoir investi en 2014 est stable par rapport à 2013, à 48 %⁽¹⁾.

Derrière ce chiffre d'ensemble, les évolutions selon la taille sont contrastées : les moins de 10 salariés sont moins nombreuses en proportion à avoir investi qu'un an auparavant (35 % après 37 %), contrairement aux plus de 10 salariés (59 % en 2014 après 58 %). Le rebond est important dans les transports (68 %, plus haut depuis 2005⁽²⁾) et dans une moindre mesure le tourisme (52 % après le point bas de 48 % en 2013). L'investissement recule dans les services (41 % après 46 % en 2013) et la construction (nouveau point bas à 46 %). Ces tendances se retrouvent au niveau de l'évolution des dépenses pour 2014 qui se sont nettement redressées dans le transport et le tourisme (graphique 5).

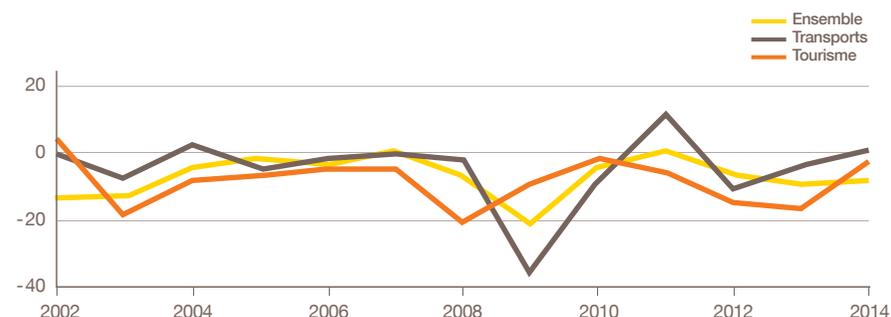
Les parts de l'investissement matériel et immatériel dans les dépenses totales ont progressé en 2014 (respectivement 62 % et 9 %, après 59 % et 6 % en 2013). La part de l'investissement immobilier est en recul (29 % après 35 % en 2013 ; graphique 6).

Ces investissements ont été financés un peu plus par recours au crédit (prêt classique ou crédit-bail), représentant en moyenne 61 % des plans de financement, la part de l'autofinancement reculant à 39 % (après 42 % en 2013). Ces déclarations concordent avec les statistiques de la banque de France qui notent que les encours de crédit s'inscrivent en hausse de près de 2 % sur un an à fin 2014 (contre +1,5 % en 2013).

(1) Seuls les investissements > 2 000 € sont comptabilisés.

(2) Les nouvelles normes Euro : 6 entrées en vigueur en début d'année ayant dopé l'achat de véhicules lourds au tournant de l'année 2014 selon l'INSEE.

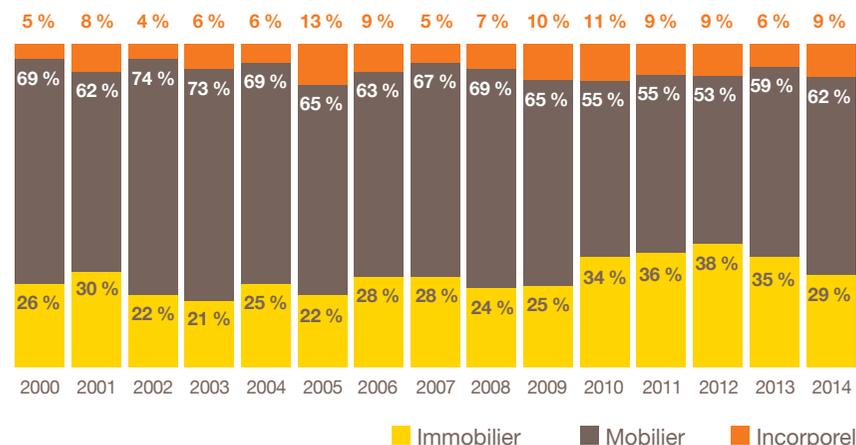
• GRAPHIQUE 5 : JUGEMENT MOYEN SUR L'ÉVOLUTION DE L'INVESTISSEMENT POUR L'ANNÉE EN COURS, RÉPONSES DE NOVEMBRE



Note de lecture : le solde d'opinion sur l'évolution de l'investissement pour l'année en cours est passé dans le tourisme de -17 en novembre 2013 à -3 en novembre 2014.

Source : Bpifrance Le Lab.

• GRAPHIQUE 6 : DÉPENSES D'INVESTISSEMENT DES PME EN 2014 PAR NATURE



Note de lecture : en 2014, 29 % des dépenses totales d'investissement ont été consacrées à de l'investissement immobilier, 62 % à de l'investissement mobilier, 9 % à de l'investissement incorporel.

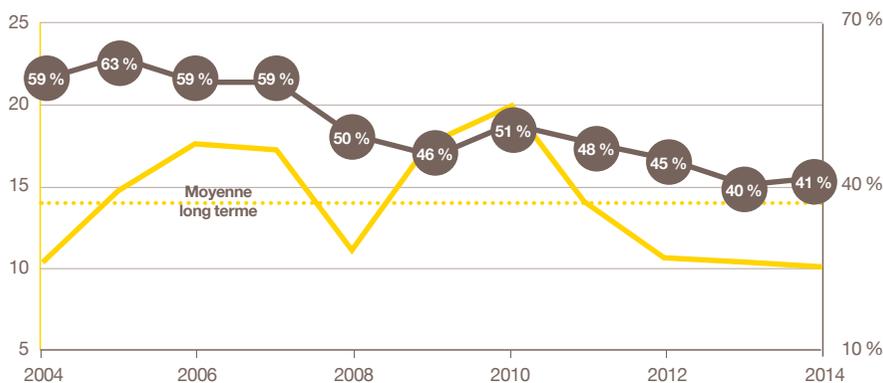
Source : Bpifrance Le Lab.

Mais une demande trop faible pour anticiper un sursaut de l'investissement pour 2015

Malgré un redressement des indicateurs d'investissement en 2014 et des perspectives d'évolution de l'activité un peu plus favorables, les anticipations d'investissement pour 2015 sont bloquées à un point bas (graphique 7).

Hors secteurs des transports et tourisme, les PME paraissent dans l'expectative et se montrent finalement encore très prudentes pour l'année qui démarre. C'est particulièrement le cas pour les TPE (moins de 10 salariés), 28 % d'entre elles se déclarant prêtes à investir en 2015 contre 30 % un an auparavant.

• GRAPHIQUE 7 : ANTICIPATION D'ÉVOLUTION DE L'INVESTISSEMENT POUR L'ANNÉE SUIVANTE



— Évolution de l'investissement pour l'année suivante (solde d'opinion, échelle gauche)
 — Part des PME déclarant souhaiter investir l'année suivante (% total répondants, échelle droite)

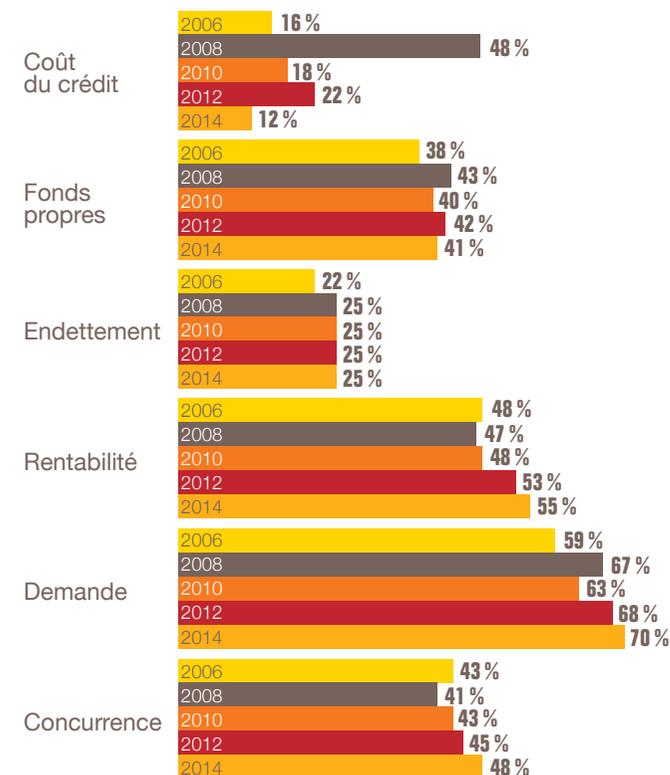
Note de lecture : 41 % des PME se déclarent prêtes à investir en 2015 et pour ces dernières, elles sont 10 % de plus à anticiper une hausse des dépenses qu'une baisse par rapport à 2014.

Source : Bpifrance Le Lab.

En effet, le principal facteur de frein reste encore et toujours la faible demande adressée aux PME et compte tenu des mauvaises surprises sur l'évolution de l'activité au deuxième semestre 2014, les anticipations d'investissement demeurent prudentes. La faiblesse de la rentabilité et l'intensité de la concurrence sont les deux autres freins majeurs cités par les PME (graphique 8).

Par ailleurs, la situation financière des PME, est loin d'être rétablie.

• GRAPHIQUE 8 : JUGEMENT SUR LES OBSTACLES À L'INVESTISSEMENT PART DES RÉPONDANTS EN %



Note de lecture : en novembre 2014, 70 % des PME déclarent la demande comme un frein important à l'investissement contre 59 % en 2006.

Source : Bpifrance Le Lab.

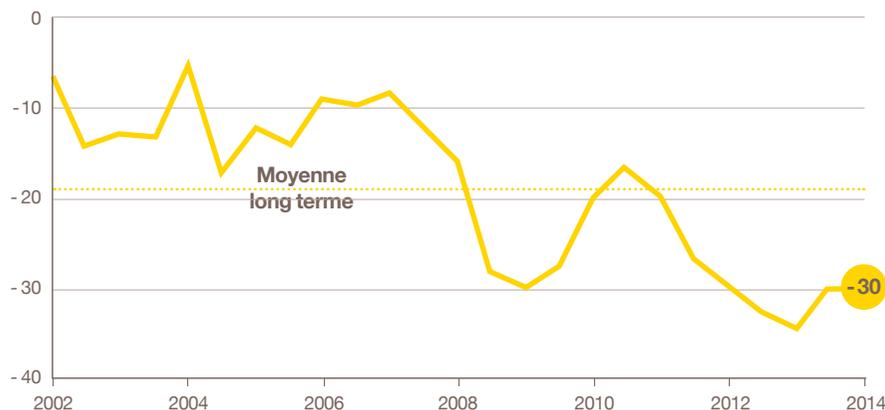
Et la situation financière est encore très fragile

L'opinion sur la situation de trésorerie s'est légèrement redressée en 2014, l'indicateur en solde d'opinion s'inscrivant à -30 fin 2014 contre -34 à fin 2013 (graphique 9). L'amélioration la plus nette sur un an concerne les PME du secteur du tourisme, le commerce, les services et les transports, qui pourraient avoir bénéficié des premiers effets du CICE.

Cette amélioration, quoique bienvenue, reste cependant relative à une fin d'année 2013 où les difficultés de trésorerie des PME étaient exacerbées (point bas de l'indicateur atteint sur les 10 dernières années à -34). La situation fin 2014 reste ainsi équivalente à la situation de fin 2009.

En effet, les défaillances se maintiennent à un niveau élevé à fin 2014, autour de 59 000 défaillances annuelles pour les PME, preuve que nombre d'entre elles se trouvent dans une situation financière extrêmement fragile.

• GRAPHIQUE 9 : JUGEMENT MOYEN SUR LA SITUATION DE TRÉSORERIE SOLDE D'OPINION EN %



Note de lecture : en novembre 2014, les PME étaient 30 % de plus à déclarer une trésorerie difficile qu'une trésorerie aisée.

Source : Bpifrance Le Lab.

En guise de conclusion, un premier semestre 2015 qui pourrait réserver de bonnes surprises ?

—

Malgré le léger surcroît d'optimisme affiché par les PME pour 2015, l'opinion moyenne sur l'évolution de l'activité reste extrêmement faible si l'on compare au niveau moyen historique de l'indicateur. Les incertitudes restent donc encore trop fortes pour conduire les dirigeants à investir.

Ces derniers mois ont cependant été marqués par la forte baisse du prix du pétrole et la dépréciation de l'euro, des évolutions qui peuvent impacter favorablement la demande adressée aux entreprises, principal facteur de blocage actuel. Cela conduira-t-il les dirigeants de PME à revoir à la hausse leurs perspectives d'embauche et d'investissement ? La prochaine interrogation prévue en mai 2015 pourrait donner des premiers éléments de réponse.

Conjoncture régionale : synthèse

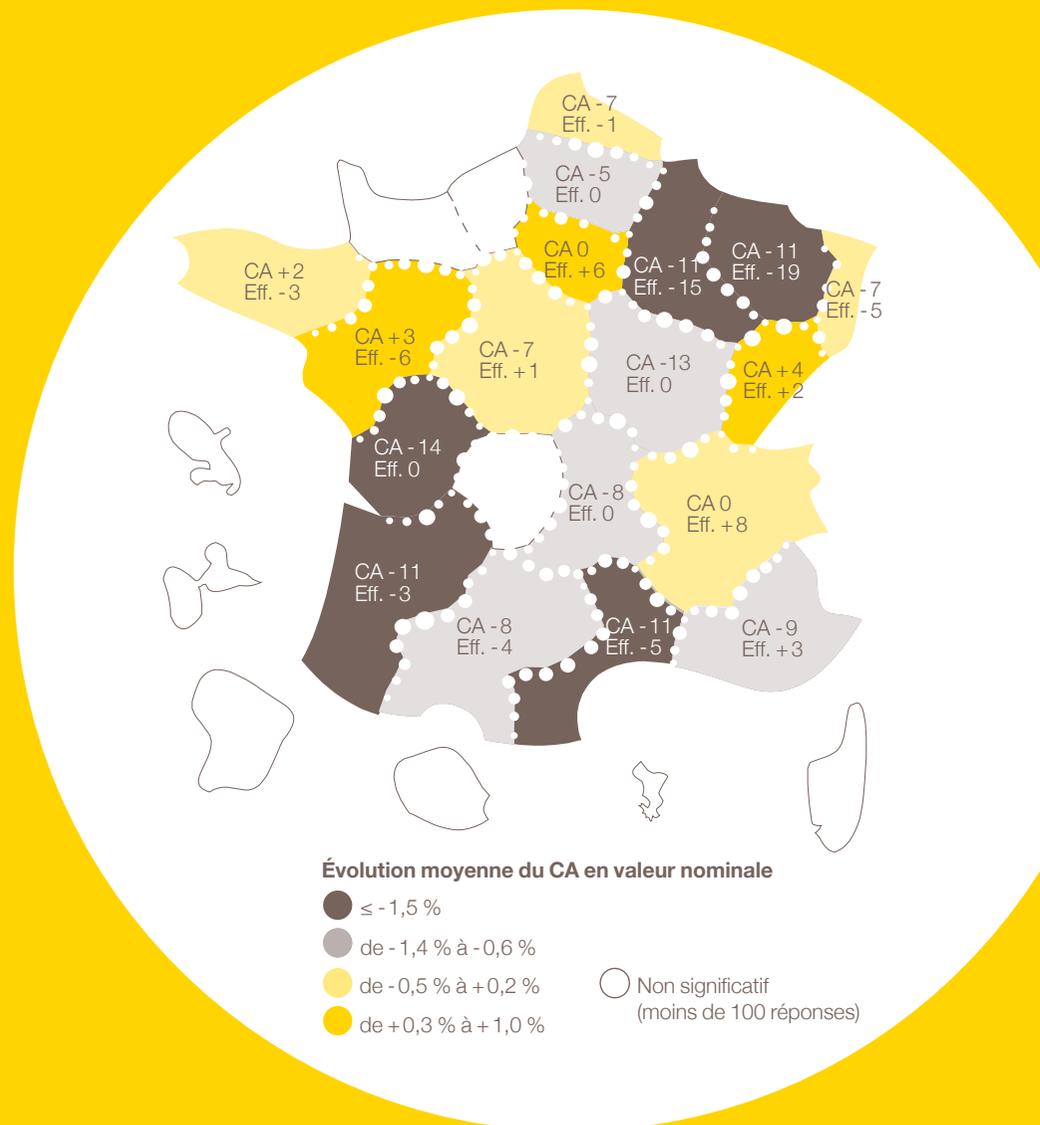
Les prévisions de croissance de l'activité des PME pour 2014 ont été revues à la baisse dans l'ensemble des régions par rapport à la prévision réalisée en mai dernier.

Elles sont néanmoins meilleures que celles de l'exercice 2013 hormis dans les régions de Poitou-Charentes et de Midi-Pyrénées, où les PME voient une aggravation de leur situation par rapport à l'année dernière.

En niveau, l'activité est en moyenne stable voire en légère augmentation dans cinq régions : Franche-Comté, Pays de la Loire, Bretagne, Rhône-Alpes et Île-de-France (voir carte ci-contre).

Les résultats détaillés par région sont disponibles dans les synthèses régionales, accessibles sur www.bpifrance-lelab.fr.

ÉVOLUTION DU CHIFFRE D'AFFAIRES ET DES EFFECTIFS PAR RÉGION SOLDE D'OPINION EN %



Note de lecture : En Alsace, l'évolution du CA en solde d'opinion s'établit à -7 et en valeur nominale entre -0,5 % et +0,2 %, celle des effectifs à -5 en solde d'opinion.

Source : Bpifrance Le Lab.

02.

**SYNTHÈSE
DES RÉSULTATS**

CHIFFRE D'AFFAIRES

EFFECTIFS

INVESTISSEMENT

Moyenne 2004 2013 Novembre 2013 Novembre 2014 Évolution / novembre 2013

Moyenne 2004 2013 Novembre 2013 Novembre 2014 Évolution / novembre 2013

Moyenne 2004 2013 Novembre 2013 Novembre 2014 Évolution / novembre 2013

ACTIVITÉ PASSÉE ⁽¹⁾

	Moyenne 2004 2013	Novembre 2013	Novembre 2014	Évolution / novembre 2013	Moyenne 2004 2013	Novembre 2013	Novembre 2014	Évolution / novembre 2013	Moyenne 2004 2013	Novembre 2013	Novembre 2014	Évolution / novembre 2013
Ensemble des PME	+13	-8	-4		+5	-3	+1		-6	-9	-8	
10 - 250 salariés	+22	-1	+5		+10	+3	+7		-3	-5	-1	
moins de 10 salariés	+2	-18	-16		-3	-9	-7		-9	-12	-16	
Industrie	+17	-4	+6		+3	+0	+4		-3	-2	-2	
Construction	+8	-11	-17		+5	-5	-8		-10	-14	-17	
Commerce	+10	-15	-12		+3	-3	+1		-8	-11	-9	
Transports	+14	-1	+7		+5	+3	+2		-5	-4	+1	
Tourisme	+3	-33	-21		-1	-17	-12		-9	-17	-3	
Services	+19	-3	+0		+10	+0	+6		-1	-7	+8	

ACTIVITÉ PRÉVUE ⁽¹⁾

	Moyenne 2004 2013	Novembre 2013	Novembre 2014	Évolution / novembre 2013	Moyenne 2004 2013	Novembre 2013	Novembre 2014	Évolution / novembre 2013	Moyenne 2004 2013	Novembre 2013	Novembre 2014	Évolution / novembre 2013
Ensemble des PME	+11	-3	+0		+8	-1	+0		+14	+10	+10	
10 - 250 salariés	+18	+6	+8		+10	+3	+4		+14	+11	+10	
moins de 10 salariés	+3	-14	-9		+5	-4	-4		+15	+10	+11	
Industrie	+18	+13	+14		+10	+7	+7		+17	+13	+12	
Construction	-5	-28	-29		+3	-12	-18		+9	+7	+4	
Commerce	+12	-3	+2		+5	-1	+0		+16	+13	+12	
Transports	+9	-7	-10		+6	-5	-7		+1	+0	+7	
Tourisme	+2	-24	-9		-1	-15	-9		+15	+7	+13	
Services	+22	+1	+6		+17	+5	+8		+16	+12	+10	

(1) Solde d'opinion = (Part des entreprises anticipant une hausse - Part des entreprises anticipant une baisse).



MÉTHODOLOGIE

Définitions

Les indicateurs ou soldes d'opinion correspondent à des soldes de pourcentages d'opinions opposées :

- Indicateur en évolution = $[(x \% \text{ « en hausse »}) - (y \% \text{ « en baisse »})] \times 100$
- Indicateur en niveau = $[(x \% \text{ « bon/aisé »}) - (y \% \text{ « mauvais/difficile »})] \times 100$

Les pourcentages d'opinion neutre (« stable » ou « normal »), qui font le complément des réponses à 100 %, ne sont donc pas pris en compte dans le calcul de ce type d'indicateur.

Une entreprise est qualifiée « innovante » si elle a réalisé au moins une des 5 actions suivantes au cours des 3 dernières années :

- financer des frais de recherche et développement (interne ou externe) ou recruter du personnel de R&D ;
- acquérir une licence d'exploitation d'un procédé ou d'une technologie ;
- déposer un brevet, une marque, un dessin ou un modèle ;
- développer pour le compte de tiers un produit ou procédé (prestation) nouveau ou significativement amélioré ;
- commercialiser sur le marché un nouveau produit, bien ou service, (hors simple revente de produits nouveaux achetés à d'autres entreprises et hors modifications esthétiques ou de conditionnement de produits précédemment existants) ou utiliser un nouveau procédé (ou méthode) de production, de commercialisation ou d'organisation. De plus, aucun produit ou procédé analogue n'est déjà commercialisé ou utilisé par des concurrents.

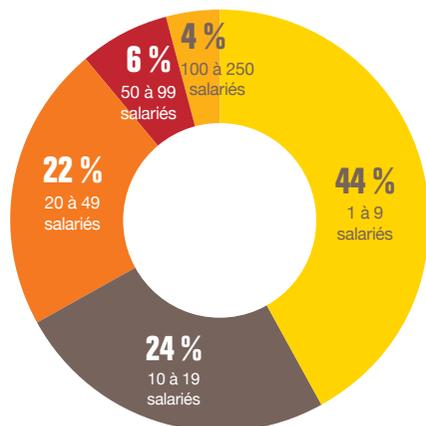
Une entreprise « **Fortement exportatrice** » réalise plus du quart de son activité à l'international, « **Moyennement exportatrice** » entre 6 % et 25 % et « **Non exportatrice** » moins de 6 % (y compris 0 %).

Structure de l'échantillon

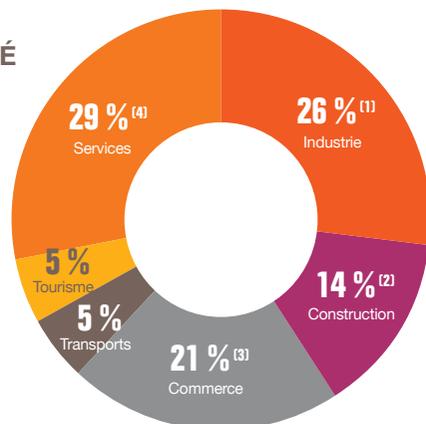
À l'occasion de la 60^e édition de l'enquête semestrielle de conjoncture, 29 000 entreprises des secteurs marchands non agricoles, de 1 à moins de 250 salariés et réalisant moins de 50 M€ de chiffre d'affaires, ont été interrogées début novembre 2014.

L'analyse porte sur les 4 631 premières réponses jugées complètes et fiables reçues avant le 2 décembre 2014.

TAILLE



SECTEUR D'ACTIVITÉ



Source : Bpifrance Le Lab.

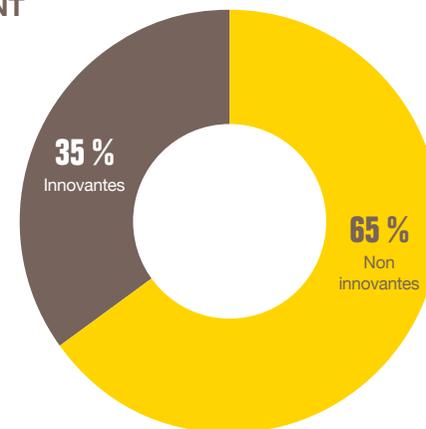
(1) 3 % agroalimentaire, 12 % biens intermédiaires, 8 % biens d'équipement, 3 % biens de consommation.

(2) 12 % bâtiment et 2 % travaux publics.

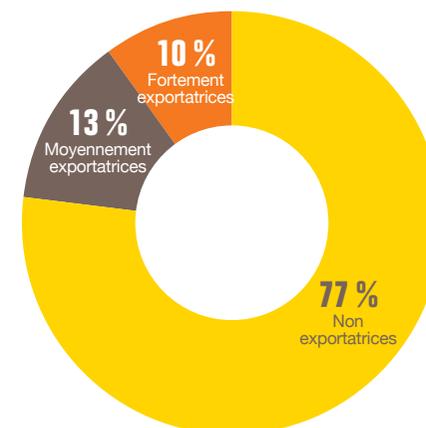
(3) 2 % commerce et réparation automobile, 13 % commerce de gros et 6 % commerce de détail.

(4) 24 % services aux entreprises et 5 % services aux particuliers.

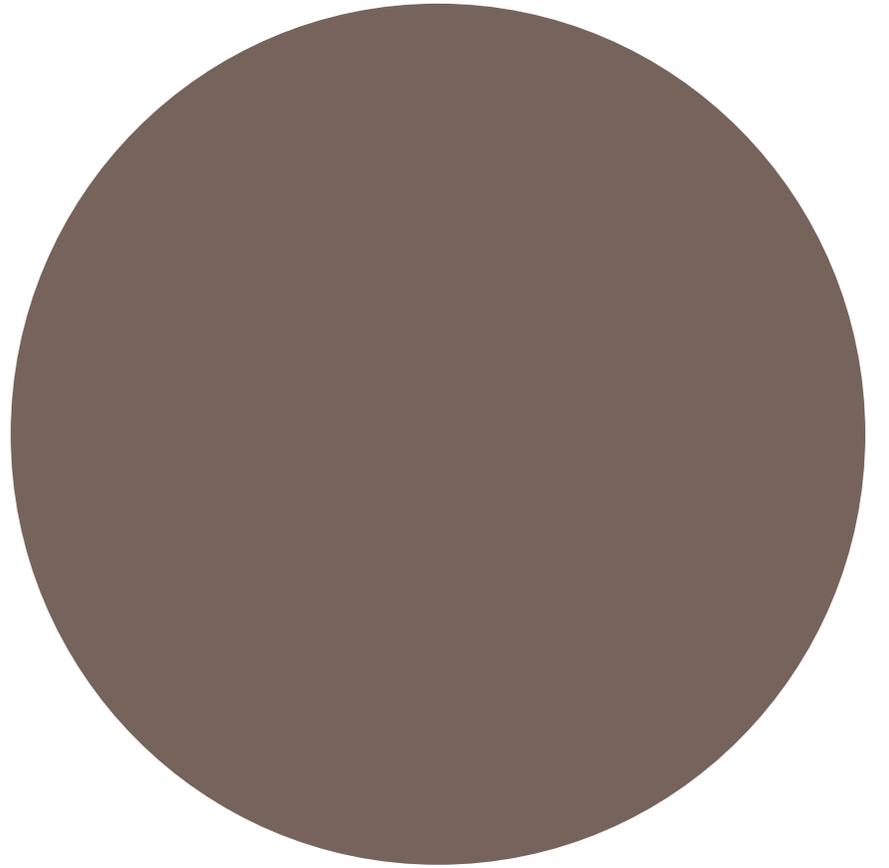
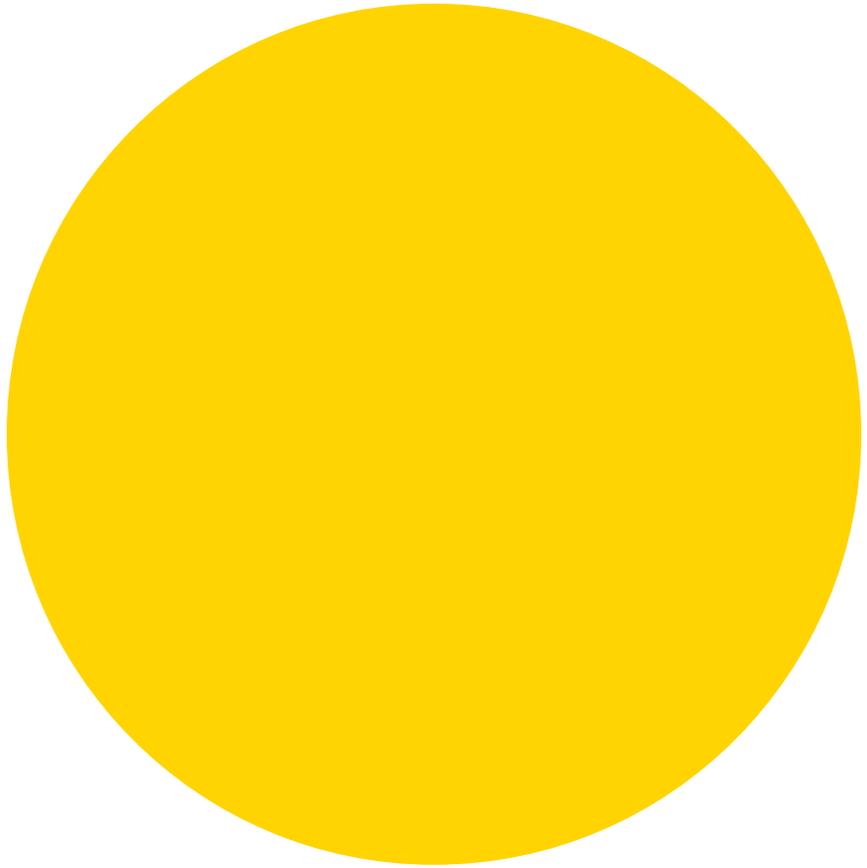
CARACTÈRE INNOVANT

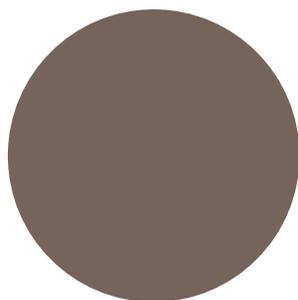


EXPORT

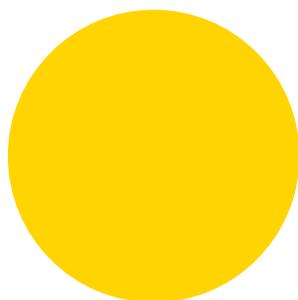


Source : Bpifrance Le Lab.





SERVIR L'AVENIR



Réf. : 6801-21 - ISSN : 2417-2804
Achevé d'imprimer sur les presses ICI
ZI du Cormier - 49300 Cholet - RCS Angers 422 433 128
Imprimé en France : janvier 2015.
Ce document est imprimé avec des encres végétales
sur du papier fabriqué à 100 % à base de fibres provenant
de forêts gérées de manière durable et équitable
par un professionnel labellisé Imprim'Vert.



Document non contractuel.